JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement						ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	1 an		6 mois		3 mois		
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	
Togo	6 000	—	3 300	—	1 725	—	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Fax (228) 21-61-07 — LOME Les abonnements et annonces sont payables d'avance
France, Afrique	—	8 400	—	4 620	—	2 415	
Autres pays	—	12 000	—	6 600	—	3 450	

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

LOIS

1996

- 21 août — Loi organique n° 96-10/PR portant composition, organisation et fonctionnement de la haute autorité de l'audiovisuel et de la communication 1
- 21 août — Loi organique n° 96-11/PR fixant statut des magistrats..... 5

DECRETS

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

1996

- 20 août — Décret n° 96-96/PR portant nomination du Premier ministre 11
- 27 août — Décret n° 96-97/PR portant composition du gouvernement..... 11

ARRETES ET DECISIONS

COUR SUPREME DU TOGO

CHAMBRE CONSTITUTIONNELLE

1996

- 30 juil. — Décision n° 1 relative à la conformité à la constitution de la loi organique du 13 juin 1996 portant composition, organisation et fonctionnement de la haute autorité de l'audiovisuel et de la communication 12
- 30 juil. — Décision n° 2 relative à la conformité à la constitution de la loi organique portant statut de la magistrature 12

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

Lois

LOI organique n° 96-10 du 21 août 1996 portant composition, organisation et fonctionnement de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I - ORGANISATION

CHAPITRE I

ATTRIBUTIONS

Article premier — La Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication ci-après désignée, la Haute Autorité, est une institution indépendante. Elle a pour mission de garantir et d'assurer la liberté et la protection de la presse et des autres moyens de communication de masse.

Elle veille à l'exercice de cette liberté dans le respect :

- de la déontologie en matière d'information et de communication ;
- de la dignité de la personne humaine ;
- de la libre entreprise ;
- du pluralisme des courants de pensée et d'opinion ;
- des impératifs de la défense nationale ;
- des besoins du service public ;
- de la nécessité du développement d'une industrie nationale de production audiovisuelle.

Art. 2 — La Haute Autorité veille à l'accès équitable des partis politiques et des associations aux moyens officiels d'information et de communication.

Art. 3 — La Haute Autorité est compétente pour donner l'autorisation d'installation et d'exploitation de nouvelles chaînes de télévisions et de radios privées.

Art. 4 — La Haute Autorité assure l'égalité de traitement entre tous les opérateurs de presse et de communication audiovisuelle et veille à la qualité de l'information et à la diversité des programmes.

Elle est seule habilitée à déterminer, dans le respect des principes de l'égalité de traitement et d'accès aux média officiels, les modalités pratiques de prestation audiovisuelle des partis politiques, des associations et des citoyens et en contrôle leur mise en œuvre.

La Haute Autorité assure le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion dans la communication audiovisuelle et dans la presse écrite, notamment en matière d'information politique.

Art. 5 — La Haute Autorité délibère sur toutes les questions intéressant les média et autres moyens de communication tant du secteur public que privé.

Elle peut, à l'attention des pouvoirs exécutif et législatif, formuler des propositions, donner des avis et faire des recommandations sur les questions relevant de sa compétence.

Art. 6 — La Haute Autorité exerce un contrôle sur l'objet, le contenu et les modalités de programmation des émissions publicitaires diffusées par les titulaires des autorisations délivrées par elle en vertu de la présente loi.

Art. 7 — La Haute Autorité fixe les règles concernant les conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives aux campagnes électorales que les organes publics de presse écrite, de radiodiffusion et de télévision sont tenus de produire et de programmer. Les prestations fournies à ce titre font l'objet de dispositions insérées dans les cahiers des charges.

Chaque organe est tenu d'observer les obligations ou missions fixées par la Haute Autorité et insérées dans le cahier des charges.

Art. 8 — La Haute Autorité établit annuellement un bilan du respect des obligations ou missions prévues par les cahiers des charges des organes de radiodiffusion ou de télévision.

Dans ce bilan, elle peut suggérer les modifications de nature législative et réglementaire que lui paraît appeler l'évolution socio-politique, technologique, économique, sociale et culturelle des activités du secteur de l'audiovisuel.

Art. 9 — La Haute Autorité adresse des recommandations au gouvernement pour le développement de la concurrence dans les activités de communication audiovisuelle.

Elle est habilitée à saisir les autorités administratives ou judiciaires compétentes pour connaître des pratiques illicites de la concurrence et des concentrations économiques.

Elle peut être saisie par le président de la République, par le gouvernement et par le président de l'Assemblée nationale des demandes d'avis ou d'études pour l'ensemble des activités relevant de sa compétence.

Art. 10 — Pour l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la présente loi, la Haute Autorité peut :

- recueillir, tant auprès des administrations que des personnes morales ou physiques titulaires d'autorisations, toutes les informations nécessaires pour s'assurer du respect des obligations imposées aux titulaires d'autorisations ;
- faire procéder auprès des mêmes personnes physiques ou morales à des enquêtes.

Les renseignements recueillis par la Haute Autorité en application, des dispositions du présent article, ne peuvent être utilisés à d'autres fins que l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la présente loi. Leur divulgation est interdite.

Art. 11 — La Haute Autorité délivre la carte de presse à toute personne qui en fait la demande et qui remplit les conditions légales prévues à cet effet.

Les conditions de renouvellement et de retrait de la carte de presse sont définies par une loi.

Art. 12 — La Haute Autorité crée des comités techniques dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

Chaque comité technique est présidé par un membre de la Haute Autorité.

Art. 13 — La Haute Autorité propose lors de l'élaboration du projet de loi de finances de l'année, les crédits nécessaires à son fonctionnement.

CHAPITRE II

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

Art. 14 — La Haute Autorité comprend sept (7) membres choisis sur la base de leur compétence et de la connaissance approfondie du secteur de la communication :

- trois (3) sont désignés par le président de la République ;
- quatre (4) sont désignés par l'Assemblée nationale.

Les membres ainsi désignés doivent justifier chacun dans sa catégorie d'une expérience professionnelle.

Art. 15 — Les membres de la Haute Autorité sont nommés par décret du président de la République pris en conseil des ministres.

Avant leur entrée en fonction, ils prêtent serment devant la cour suprême réunie en séance solennelle.

Art. 16 — La Haute Autorité élit en son sein, son président et les membres de son bureau suivant les modalités et critères définis dans son règlement intérieur.

Art. 17 — Le mandat des membres de la Haute Autorité est de cinq (5) ans renouvelable.

Il n'est pas révocable.

Art. 18 — Une loi détermine l'indemnité et les autres avantages accordés au président et aux autres membres de la Haute Autorité.

Art. 19 — La Haute Autorité établit son règlement intérieur.

Art. 20 — Les fonctions des membres de la Haute Autorité sont incompatibles avec tout mandat électif.

Sous réserve des dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique, les membres de la Haute Autorité ne peuvent rece-

voir des honoraires que pour des services rendus avant leur entrée en fonction.

Ils ne peuvent détenir d'intérêt dans une entreprise de l'audiovisuel, de l'édition, de la presse écrite, de la publicité et des télécommunications.

Si avant sa désignation, un membre de la Haute Autorité détient des intérêts dans une telle entreprise, il dispose d'un délai de six (6) mois pour se mettre en conformité avec la présente loi.

Art. 21 — Les membres de la Haute Autorité jouissent de l'immunité pendant l'exercice de leur mandat et un an après la cessation de celui-ci.

Art. 22 — Aucun membre de la Haute Autorité ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé, à l'occasion des opinions ou votes émis par lui, dans l'exercice de son mandat et même après son expiration.

Art. 23 — Pendant la durée de leur mandat et durant un (1) an à compter de la cessation de celui-ci, les membres sont tenus de s'abstenir de toute prise de position publique sur les questions dont la Haute Autorité a eu à connaître ou qui sont susceptibles de lui être soumises.

TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE SOUMISES A AUTORISATION

CHAPITRE I

CONDITIONS RELATIVES A LA DELIVRANCE DES AUTORISATIONS D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION

Art. 24 — L'exploitation de programmes de radiodiffusion, de télévision et autres moyens de communication audiovisuelle privés est soumise à autorisation préalable.

Art. 25 — La Haute Autorité accorde les autorisations en tenant compte :

- de l'intérêt de chaque projet pour le public ;
- des impératifs prioritaires que sont la sauvegarde du pluralisme des courants d'expression socio-culturels, la diversification des opérateurs ;
- de la nécessité d'éviter les abus de position dominante ainsi que les pratiques entravant la libre concurrence ;
- de l'expérience acquise par le candidat dans les activités de communication ;
- du financement et des perspectives d'exploitation du service, notamment en fonction des possibilités de partage des ressources publicitaires entre les entreprises de communication audiovisuelle ;

- des participations, directes ou indirectes, détenues par le candidat dans le capital d'une ou de plusieurs sociétés de communication.

Art. 26 — Les participations au capital d'une société de communication doivent être nominatives.

Art. 27 — Les demandes d'autorisation sont accompagnées des fiches techniques et les formulaires dûment remplis dont les renseignements portent sur :

- l'objet et les caractéristiques générales du service ;
- les caractéristiques techniques d'émission ;
- la composition du capital ;
- la liste des administrateurs ;
- les prévisions des dépenses et des recettes ;
- l'origine et le montant des financements prévus.

Art. 28 — Les dossiers de demande d'autorisation sont adressés à la Haute Autorité aux fins d'établir le cahier des charges qui définit notamment :

- la durée et les caractéristiques du programme propre ;
- les zones géographiques et les catégories de services ;
- la puissance du matériel de diffusion ;
- le temps consacré à la publicité, aux émissions parrainées ainsi que les modalités de leur insertion dans les programmes ;
- les compensations financières à payer à l'administration ;
- la part du chiffre d'affaires à consacrer au développement du patrimoine culturel national et à la promotion d'une industrie locale de production audiovisuelle ;
- la diffusion de programmes éducatifs et culturels ainsi que d'émissions sur la protection de l'enfance ;
- la diffusion de programmes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- les pénalités en cas de non respect des obligations conventionnelles.

Art. 29 — L'usage des bandes de fréquences ou des fréquences pour la diffusion de services de communication audiovisuelle est subordonné au respect des conditions techniques définies par le service chargé de la gestion du spectre radio-électrique et qui concernent :

- les caractéristiques des signaux émis et des équipements de diffusion utilisés ;
- le lieu d'émission ;
- la limite supérieure de puissance apparente rayonnée ;
- la protection contre les interférences possibles avec l'usage d'autres techniques de télécommunication.

Art. 30 — La durée normale de l'autorisation est fixée à dix (10) ans pour la télévision et à cinq (5) ans pour les entreprises de radiodiffusion sonore.

Elle est renouvelable.

Art. 31 — La demande de renouvellement doit être adressée à la Haute Autorité six (6) mois avant l'expiration de l'autorisation.

La Haute Autorité se prononce dans un délai de deux (2) mois suivant la réception de la demande.

Le refus de renouvellement de l'autorisation doit être motivé et notifié au demandeur qui dispose d'un droit de recours en annulation. La juridiction saisie du recours statue sur le refus dans un délai de deux (2) mois.

Art. 32 — Un décret pris en Conseil des Ministres sur le rapport du ministre chargé de la Communication précise notamment les conditions dans lesquelles un des comités visés à l'article 12 de la présente loi est saisi pour avis par un comité interministériel, par le représentant de l'Etat dans la région ou par le président du Conseil régional.

Lorsqu'une demande d'autorisation relative à un service de radiodiffusion sonore ou de télévision concerne une région du pays, la Haute Autorité consulte au préalable le Conseil régional de la région intéressée.

Art. 33 — Un cahier des charges fixé par décret pris en Conseil des Ministres, sur le rapport du ministre chargé de la Communication, définit les obligations de chacune des sociétés nationales de programme et notamment celles qui sont liées à leur mission éducative, culturelle et sociale.

La Haute Autorité est saisie pour avis par le gouvernement des dispositions des cahiers des charges. Cet avis motivé est publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

CHAPITRE II

INTERDICTIONS ET MISES EN DEMEURE

Art. 34 — Les émissions publicitaires à caractère politique sont interdites.

Art. 35 — Il est interdit de prêter son nom de quelque manière que ce soit à toute personne qui se porte candidate à la délivrance d'une autorisation relative à une entreprise de communication audiovisuelle.

Il ne peut être délivré qu'une autorisation par nature à une seule et même personne physique ou morale.

Art. 36 — En cas d'infraction aux dispositions des articles 26 et 34 de la présente loi, la Haute Autorité saisit le procureur de la République.

Le tribunal prononce, le cas échéant le retrait de l'autorisation.

Art. 37 — En cas de non respect des obligations imposées par les textes législatifs et réglementaires, la Haute Autorité met en

demeure les titulaires d'autorisation pour l'exploitation d'une entreprise de communication audiovisuelle.

Elle rend publiques ses mises en demeure.

Les organisations professionnelles et syndicales représentatives du secteur de la communication audiovisuelle peuvent saisir la Haute Autorité de demandes tendant à ce qu'elle engage la procédure prévue à l'alinéa premier du présent article.

CHAPITRE III

SANCTIONS ET RECOURS

Art. 38 — Les titulaires d'autorisation sont tenus de se conformer aux mises en demeure qui leur sont adressées sous peine d'encourir l'une des sanctions suivantes, à la demande de la Haute Autorité :

- une sanction pécuniaire dont le montant est fixé par la loi ;
- la suspension d'une partie du programme pour un mois au plus ;
- la suspension de l'autorisation pour un mois au plus ;
- la réduction de la durée de l'autorisation dans la limite d'une année
- le retrait de l'autorisation ;
- le retrait de l'autorisation et la saisie de l'antenne.

Art. 39 — La demande visée à l'article 38 de la présente loi, est adressée au président du tribunal de première instance qui statue, en référé, dans un délai de quinze (15) jours suivant sa saisine.

En cas de circonstances exceptionnelles ou d'atteinte à l'ordre public, la suspension d'une partie du programme ou de l'autorisation est prononcée par ordonnance prise par le président du tribunal, sur requête du président de la Haute Autorité.

Art. 40 — La Haute Autorité ne peut être saisie des faits remontant à plus de trois (3) ans s'il n'a été fait aucun acte tendant à leur recherche, à leur constatation ou à leur sanction.

Art. 41 — Les décisions de la Haute Autorité sont susceptibles de recours en annulation devant la chambre administrative de la cour suprême

Art. 42 — La présente loi organique abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment l'acte 19 de la conférence nationale souveraine portant création de la commission ad hoc de l'audiovisuel et de la communication.

Art. 43 — La présente loi organique sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 21 août 1996

Le Président de la République

Général Gnassingbé EYADEMA

LOI organique n° 91-11 du 21 août 1996 fixant statut des magistrats

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier — Le présent statut est applicable aux magistrats du siège et du parquet, de la Cour suprême, des Cours d'Appel et des tribunaux de première instance de la République togolaise et aux magistrats de l'Administration centrale du ministère de la Justice.

Art. 2 — Le recrutement des magistrats se fait sur proposition du Garde des Sceaux, ministre de la Justice, après avis du Conseil supérieur de la magistrature.

— La nomination des magistrats du siège est faite par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature.

— La nomination des magistrats du parquet est faite par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Garde des Sceaux, ministre de la Justice après avis du Conseil supérieur de la magistrature.

— Le recrutement des auditeurs de justice se fait par voie de concours organisé par le ministre de la Fonction publique et le ministre de la Justice. A la fin de leur formation les nouveaux magistrats sont mis à la disposition du ministre de la Justice par le ministre de la Fonction publique.

— Les modalités d'organisation du concours de recrutement des auditeurs de justice seront définies par décret pris en Conseil des ministres après avis du Conseil supérieur de la magistrature.

Art. 3 — Le magistrat du siège est inamovible. En conséquence, il ne peut recevoir une affectation nouvelle, même en avancement, sans son consentement préalable.

Art. 4 — Les magistrats du siège, dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles ne peuvent recevoir des instructions hiérarchiques.

Ils rendent leurs décisions conformément à la loi et à leur conscience.

Art. 5 — Les magistrats du ministère public sont placés sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité du Garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Ils sont tenus par les instructions données par l'autorité hiérarchique pour le dépôt de leurs réquisitions écrites.

A l'audience, leur parole est libre.

Art. 6 — Aucun magistrat ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou interprétations exprimées dans ses décisions ou réquisitions.

Art. 7 — Tout magistrat, avant d'entrer en fonction, est intégré dans le corps de la magistrature par décret pris en Conseil des ministres.

— Il prête ensuite serment en ces termes :

"Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de les exercer en toute impartialité, de garder religieusement le secret des délibérations et de me conduire, en tout, comme un digne et loyal magistrat".

Il ne peut en aucun cas être relevé de ce serment.

Le serment est prêté devant la Cour d'Appel, sauf en ce qui concerne les magistrats de la Cour suprême dont la prestation de serment est fixée par les dispositions de la loi portant organisation de la Cour suprême et les règlements pris en application de ladite loi.

Le serment n'est pas renouvelé en cas de mutation ou de promotion, sauf le cas de nomination à la Cour suprême.

L'ancien magistrat prête à nouveau serment lorsqu'il est réintégré.

Art. 8 — L'exercice des fonctions de magistrat est incompatible avec l'exercice de toute fonction publique, élective ou non, et de toute activité professionnelle ou salariée.

Des dérogations individuelles peuvent être accordées aux magistrats, par décision des chefs de cours en accord avec le Conseil supérieur de la magistrature, lorsqu'il s'agit d'activités qui ne portent pas atteinte à la dignité et à l'indépendance du magistrat.

Les magistrats peuvent, sans autorisation préalable, se livrer à des travaux scientifiques, littéraires et artistiques.

Art. 9 — Sans préjudice de ses droits et devoirs civiques, le magistrat ne peut exercer aucune activité politique.

Il est tenu à l'obligation de réserve.

Les revendications des magistrats sont portées devant le Conseil supérieur de la magistrature.

Toute action concertée de nature à arrêter totalement le fonctionnement des juridictions est interdite.

Art. 10 — Les parents ou alliés jusqu'au second degré inclusivement, ne peuvent être simultanément membres d'une même formation de jugement.

Art. 11 — Nul magistrat ne peut, à peine de nullité de la procédure, connaître d'une affaire dans laquelle l'une des parties sera représentée par un conseil ou un mandataire parent ou allié dudit magistrat jusqu'au second degré inclusivement.

Art. 12 — Il est interdit aux magistrats de se charger, sous quelque forme et devant quelque juridiction que ce soit, de la défense des parties.

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 13 — Nul ne peut être nommé à un emploi de la magistrature :

- s'il n'est de nationalité togolaise,
- s'il ne jouit de ses droits civiques et s'il n'est de bonne moralité.
- s'il n'est âgé de 21 ans au moins à la date de son recrutement,
- s'il ne remplit les conditions d'aptitude physique exigées pour la fonction et s'il n'est reconnu médicalement apte,
- s'il n'est titulaire d'une maîtrise en droit et n'a suivi des cours et effectué un stage préparant à la carrière de magistrats.

Art. 14 — Les candidats qui remplissent les conditions fixées par l'article 13 ci-dessus, sont nommés au deuxième échelon dans le troisième grade.

Ils sont soumis à un stage de dix-huit (18) mois pendant lesquels ils remplissent les fonctions de juges suppléants.

Art. 15 — Par dérogation aux dispositions du 5^e tiret de l'article 13 de la présente loi, peuvent être nommés directement à un emploi de la magistrature :

1 — Les assistants en droit ayant cinq années d'exercice de leur profession.

2 — Les maîtres assistants en droit ayant au moins trois années d'ancienneté dans ce grade.

3 — Les maîtres de conférence en droit.

4 — Les professeurs agrégés de droit et les professeurs titulaires d'une chaire de droit.

5 — Les avocats ayant au moins cinq années d'exercice de leur profession.

Les personnes visées aux 1° et 5° de l'alinéa 1^{er} du présent article sont classées au deuxième échelon dans le troisième grade et celles visées au 3°, au premier échelon du deuxième grade.

Lorsque les candidats visés aux 2° et 5° de l'alinéa 1^{er} d'une part et 3° de l'alinéa 1^{er} d'autre part, compteront respectivement plus de dix (10) et sept (7) années d'exercice de leur profession, ils pourront être nommés à un emploi de deuxième grade, deuxième échelon.

Lorsqu'ils compteront respectivement plus de quinze (15) et dix (10) années d'exercice ils pourront être nommés à un emploi de 1^{er} grade 2^e groupe 1^{er} échelon.

Les professeurs de droit sont nommés à un emploi du premier grade, 2^e groupe, 2^e échelon.

Art. 16 — Il est institué, par la présente loi, une grille judiciaire spéciale pour les magistrats.

La hiérarchie du corps judiciaire comprend trois grades :

- Le troisième grade comportant 6 échelons.
- Le deuxième grade comportant 4 échelons.
- Le premier grade.

Le premier grade comprend deux groupes :

- Le deuxième groupe avec 4 échelons.
- Le premier groupe avec 3 échelons.

Le passage d'un grade à un autre est subordonné à l'inscription à un tableau d'avancement.

Le passage d'un échelon à un autre se fait par deux cents (200) points.

L'ancienneté requise pour ouvrir droit au passage à l'échelon supérieur dans tout grade est de 24 mois.

Art. 17 — Sont classés hors hiérarchie par décret pris en Conseil des ministres, les magistrats ayant couvert les trois grades de la hiérarchie judiciaire.

Un bonus forfaitaire leur est accordé par décret pris en Conseil des ministres.

Art. 18 — Les fonctions exercées dans les différents grades de la hiérarchie judiciaire sont les suivantes :

1. Troisième grade

- président de tribunal de troisième classe,
- vice-président de tribunal de troisième classe,
- juge d'instruction de tribunal de troisième classe,
- juge de tribunal de troisième classe,
- procureur de la République près un tribunal de troisième classe,
- substitut du procureur de la République près un tribunal de troisième classe,
- juges suppléants.

2. Deuxième grade

- vice-président de tribunal de première classe,
- président de tribunal de deuxième classe,
- vice-président de tribunal de deuxième classe,
- juges de tribunal de deuxième classe,
- juges de tribunal de première classe,
- premier substitut du procureur de la République près un tribunal de première classe,
- procureur de la République près un tribunal de deuxième classe,
- substitut du procureur de la République près un tribunal de deuxième classe,
- juge des enfants du tribunal de deuxième classe,
- juge d'instruction du tribunal de première classe,
- juge d'instruction du tribunal de deuxième classe.

3. Premier grade

Deuxième groupe

- vice-président de Cour d'Appel,
- président de chambres de Cour d'Appel,
- président de la Chambre d'accusation,
- conseiller de Cour d'Appel,
- avocat général près la Cour d'Appel,
- substitut général près la Cour d'Appel,
- président de tribunal de première classe,
- procureur de la République près un tribunal de première classe,
- président de tribunal de travail,
- avocat général près la Cour suprême,
- directeur d'une direction de l'administration centrale de la chancellerie,
- conseiller technique au ministère de la Justice,
- secrétaire général de la Cour suprême,
- secrétaire général de la chancellerie.

Premier groupe

- président de la Cour suprême,
- inspecteur général des services judiciaires,
- président de chambre de la Cour suprême,

- conseiller à la Cour suprême,
- président de Cour d'Appel,
- procureur général près la Cour suprême,
- procureur général près la Cour d'Appel,
- secrétaire général de la chancellerie,
- avocat général près la Cour suprême,
- conseiller juridique du Garde des Sceaux, ministre de la Justice.

L'ancienneté et l'aptitude doivent être obligatoirement respectées pour les nominations faites dans chaque grade.

Toutefois, lorsqu'il manque de magistrats pour occuper les fonctions spécifiées ci-dessus, il est fait appel aux magistrats de grade immédiatement inférieur, dans le respect de l'ancienneté et de l'aptitude.

CHAPITRE III

Avancement

Art. 19 — L'avancement au grade n'a lieu qu'au choix sous contrôle du Conseil supérieur de la magistrature.

Le magistrat ne peut être promu qu'à l'une des fonctions du grade immédiatement supérieur à celui auquel il appartient.

Ne peuvent être nommés au grade supérieur que les magistrats régulièrement inscrits au tableau d'avancement.

Art. 20 — Le tableau d'avancement est dressé chaque année sous le contrôle du Conseil supérieur de la magistrature, par une commission composée comme suit :

- le président de la Cour suprême, président,
- le procureur général près la Cour suprême,
- les présidents des Cours d'Appel,
- les procureurs généraux près les Cours d'Appel,
- l'inspecteur général des services judiciaires.

Le secrétaire de la commission est désigné par le Garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Art. 21 — L'activité de chaque magistrat donne lieu annuellement à une appréciation générale formulée dans un bulletin individuel de notes :

- 1° - Pour le président de la Cour d'appel, par le président de la Cour suprême ;
- pour le procureur général près la Cour d'Appel, par le ministre de la Justice.

2° - Pour les magistrats du siège, par le Président de la Cour d'Appel au vu, s'il y a lieu, des notes attribuées par le président du tribunal.

3° - Pour les magistrats du parquet, par le procureur général au vu, s'il y a lieu, des notes attribuées par le procureur de la République.

4° - Pour les magistrats en détachement, par les autorités dont ils relèvent.

5° - Pour les magistrats en service au ministère de la Justice par le ministre de la Justice.

Art. 22 — Le président de la Cour d'Appel et le procureur général adressent, avant le 15 octobre de chaque année, au président de la Commission d'avancement, les propositions en vue de l'inscription au tableau d'avancement.

Art. 23 — La commission arrête, avant le 15 novembre, le tableau d'avancement sur lequel les magistrats sont inscrits par ordre de mérite.

Art. 24 — Le tableau d'avancement cesse d'être valable à l'expiration de l'année pour laquelle il a été dressé.

Art. 25 — Le tableau d'avancement des magistrats du siège est présenté par le président de la Cour suprême au Conseil supérieur de la magistrature.

Cette présentation tient lieu de recommandation dans les conditions prévues par la loi portant organisation et fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature.

Art. 26 — Le tableau d'avancement des magistrats du parquet est présenté au ministre de la Justice par le procureur général près la Cour suprême.

CHAPITRE IV

Devoirs et discipline

Art. 27 — Les magistrats doivent rendre impartialement la justice, sans considération de personnes ni d'intérêts. Ils ne peuvent se prononcer selon la connaissance personnelle qu'ils peuvent avoir de l'affaire. Ils ne peuvent défendre ni verbalement, ni par écrit même à titre de consultation, les causes autres que celles qui les concernent personnellement ou qui concernent leurs parents et alliés en ligne directe.

Les magistrats sont tenus de résider dans le lieu du siège de leur juridiction. Ils ne peuvent s'absenter qu'en vertu de congé, sauf autorisation individuelle et temporaire accordée par les chefs de juridictions pour les magistrats du siège, ou le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, pour les magistrats du parquet.

Art. 28 — Tout manquement par un magistrat aux devoirs de son état, à l'honneur, à la délicatesse, à la probité morale ou à la dignité constitue une faute disciplinaire.

Art. 29 — En dehors de toute sanction disciplinaire, les chefs de cour ont le pouvoir de donner un avertissement aux magistrats placés sous leur autorité.

Art. 30 — Les sanctions disciplinaires applicables aux magistrats sont :

- 1° la réprimande avec inscription au dossier ;
- 2° le déplacement d'office ;
- 3° le retrait de certaines fonctions ;
- 4° l'abaissement d'échelon ;
- 5° le retard à l'avancement ;
- 6° la radiation du tableau d'avancement ;
- 7° la rétrogradation ;
- 8° la mise à la retraite d'office ;
- 9° la révocation sans suspension des droits à pension ;
- 10° la révocation avec suspension des droits à pension ne pouvant excéder cinq ans.

Art. 31 — Si le magistrat est poursuivi en même temps pour plusieurs faits, il ne pourra être prononcé contre lui que l'une des sanctions prévues à l'article précédent.

Toutefois, les sanctions prévues aux numéros 3, 4 et 6 de l'article précédent pourront être assorties du déplacement d'office.

Art. 32 — Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, saisi d'une plainte ou informé de faits paraissant de nature à entraîner des poursuites disciplinaires contre un magistrat du siège ou du ministère public ou de l'administration centrale du ministère de la Justice, doit transmettre le dossier, avec avis, au Conseil supérieur de la magistrature qui statuera sur le cas dans un délai de trente (30) jours à compter de sa saisine.

Le Conseil supérieur de la magistrature peut, en cas d'urgence et après avis des chefs hiérarchiques, interdire au magistrat faisant l'objet d'une enquête, l'exercice de ses fonctions jusqu'à décision définitive sur l'action disciplinaire.

Passé le délai de trente (30) jours et si le Conseil n'a pas statué, le magistrat reprend d'office ses fonctions. L'interdiction temporaire ne comporte pas privation de traitement. Cette décision, prise dans l'intérêt du service, ne peut être rendue publique.

Art. 33 — Le Conseil supérieur de la magistrature statue comme conseil de discipline des magistrats.

Pour délibérer valablement, le conseil de discipline doit comprendre, outre son président, au moins cinq (5) de ses membres.

Les sanctions sont adoptées à la majorité absolue, au scrutin secret.

Art. 34 — Le Garde des Sceaux, ministre de la justice, dénonce au Conseil supérieur de la magistrature les faits motivant la poursuite disciplinaire.

Art. 35 — Le président de la Cour suprême en sa qualité de président du conseil de discipline, désigne un rapporteur parmi les membres du Conseil supérieur de la magistrature.

Art. 36 — Au cours de l'enquête, le rapporteur entend l'intéressé et, s'il y a lieu, le plaignant et les témoins. Il accomplit tous les actes d'investigation utiles.

Art. 37 — Lorsque l'enquête n'a pas été jugée nécessaire ou lorsque l'enquête est complète, le magistrat est cité à comparaître devant le conseil de discipline.

Art. 38 — Le magistrat cité est tenu de comparaître en personne. Il peut se faire assister d'un de ses pairs non membre du Conseil supérieur de la magistrature ou d'un avocat.

En cas de maladie ou d'empêchement reconnu justifié, il peut se faire représenter par l'un de ses pairs non membre du Conseil supérieur de la magistrature ou par un avocat.

Art. 39 — Le magistrat a droit à la communication de son dossier, de toutes les pièces de l'enquête et du rapport établi par le rapporteur. Son conseil a droit à la communication des mêmes documents.

Art. 40 — Au jour fixé par la citation et après lecture du rapport, le magistrat déféré est invité à fournir ses explications et moyens de défense sur les faits qui lui sont reprochés.

Si le magistrat, hors le cas de force majeure, ne comparaît pas, il peut être passé outre.

Art. 41 — La décision du conseil de discipline doit être motivée. Elle n'est pas susceptible d'opposition ; toutefois, elle peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le président de la République.

Elle n'est pas rendue publique.

CHAPITRE V

Rémunération

Art. 42 — Les éléments de rémunération des magistrats sont les suivants :

- la solde de base,
- l'indemnité de sujétion égale à 20 % de la solde de base.

Il s'y ajoute :

- une indemnité de fonction,
- une indemnité de logement,

- une indemnité de transport,
- une indemnité de bibliothèque.

Ces indemnités ne sont pas soumises à retenue pour pensions civiles.

Le montant des indemnités est fixé par décret pris en Conseil des ministres.

Art. 43 — Toute revalorisation des traitements et pensions et leurs accessoires en faveur des fonctionnaires de l'Etat, s'applique aux magistrats.

CHAPITRE VI

Positions

Art. 44 — Les dispositions du statut général de la fonction publique en matière de positions d'activité, détachement, de disponibilité et de cessation de fonctions s'appliquent aux magistrats dans la mesure compatible avec la présente loi.

Art. 45 — Les congés annuels doivent être pris pendant la période des vacances des juridictions sauf pour les magistrats qui doivent assurer le service allégé de cette période.

Art. 46 — La limite d'âge des magistrats est fixé à soixante (60) ans.

Art. 47 — Le magistrat qui cesse définitivement ses fonctions peut être admis par décret à l'honorariat dans les fonctions qu'il occupait.

A titre exceptionnel, sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature, il peut être admis à l'honorariat des fonctions pour lesquelles son inscription au tableau d'avancement lui donnait vocation.

Art. 48 — Les magistrats honoraires demeurent attachés, en cette qualité à la juridiction à laquelle ils appartenaient.

Ils continuent à jouir des honneurs et préséances attachés à leur état et peuvent assister en costume d'audience aux cérémonies solennelles de leur juridiction.

Ils prennent rang à la suite des magistrats en activité de leur grade.

Art. 49 — Les magistrats honoraires sont tenus à la réserve qui s'impose à tous les magistrats.

L'honorariat ne peut leur être retiré que par décision du Conseil supérieur de la magistrature statuant en son conseil de discipline.

CHAPITRE VII

Prise de rang - honneurs - préséances - costumes

Art. 50 — Les magistrats appartenant au même grade, prennent rang entre eux d'après l'ordre et la date de leur nomination.

S'ils ont été nommés par le même décret, ils prennent rang selon l'ordre du décret.

S'il sont nommés par décrets différents, ils prennent rang selon le numéro des décrets.

Art. 51 — Les juridictions ci-après et dans chacune d'elles les magistrats qui la composent, prennent rang dans l'ordre suivant

Cour suprême : le président le procureur général
le secrétaire général qui doit nécessairement être magistrat, les présidents des chambres, les conseillers et les avocats généraux.

Cour d'Appel : le président, le procureur général, le vice-président, les présidents des chambres, les conseillers et les substituts généraux.

Tribunal : le président, le procureur de la République, les vices-présidents, les présidents des juridictions ordinaires spécialisées, les présidents des chambres, les juges d'instruction, les juges, les substituts et les juges suppléants.

Sont chefs de juridiction, les présidents :

- de la Cour suprême,
- des Cours d'Appel,
- des tribunaux de première instance.

Les présidents des tribunaux de première instance relèvent des présidents des Cours d'Appel.

Art. 52 — Les costumes des magistrats des différentes juridictions sont définis par décret sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature.

Art. 53 — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi organique.

Art. 54 — La présente loi organique sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 21 août 1996

Par le Président de la République

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRETS**PRESIDENCE**

Décret n° 96-096 /PR du 20 août 1996 — portant nomination du Premier Ministre

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992 et notamment son article 66,

Vu la démission du Gouvernement, présentée par le Premier Ministre le 19 août 1996,

DECRETE :

Article premier — M. Kwassi KLUTSE est nommé Premier Ministre.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 20 août 1996

Le Président de la République

Gnassingbé EYADEMA

DÉCRET n° 96-097/PR du 27 août 1996 — portant composition du Gouvernement

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992 et notamment son article 66,

Vu le décret n° 96-096 du 20 août 1996 portant nomination du premier ministre,

DECRETE :

Article premier — Le Gouvernement de la République togolaise est composé comme suit :

1 — Président de la République, Chef de l'Etat
Gnassingbé EYADEMA

2 — Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire
KLUTSE Kwassi

3 — Ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances
Barry Moussa BARQUE

4 — Ministre d'Etat, chargé de l'Industrie et du Commerce
Elom Komi DADZIE

5 — Ministre de la Défense Nationale
Bitokotipou YAGNINIM

6 — Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité
Colonel Seyi MEMENE

7 — Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération
Koffi PANOU

8 — Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme
Ephrem DORKENOO

9 — Ministre des Sociétés d'Etat et du Développement
de la Zone Franche
Payadowa BOUKPESSI

10 — Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation
Professionnelle et de l'Artisanat
Bamouni Sewolu Stanislas BABA

11 — Ministre des Mines, de l'Equipement, des Transports et
des Postes et Télécommunications
Tchamdja ANDJO

12 — Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture
Kouami Agbogboli IHOU

13 — Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche
Edo Kodjo Maurille AGBOBLI

14 — Ministre de la Décentralisation, de l'Urbanisme et du
Logement
Kossivi Victor AYASSOU

15 — Ministre de la Promotion de l'Emploi et de la Fonction
Publique
Liwoibe SAMBIANI

16 — Ministre de la Communication et de la Formation Civique
Solitoki ESSO

17 — Ministre de la Promotion Féminine et de la
Protection Sociale
Kissem TCHANGAI-WALLA

18 — Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
Kokou Daké Dominique DOGBE

19 — Ministre de la Santé
Koffi SAMA

20 — Ministre de l'Environnement et des Ressources
Forestières
Yao KOMLAVI

21 — Ministre du Tourisme et des Loisirs
Dafo ELIA

- 22 — Ministre chargé des Relations avec le Parlement
Komi Dotsé AMOUDOKPO
- 23 — Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
Ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du
Territoire
Tcha-Gouni ATI ATCHA
- 24 — Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat chargé de
l'Economie et des Finances, chargé des Finances et du
Budget
Assiba AMOUSSOU GUENOU
- 25 — Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines, de
l'Equipement, des Transports et des Postes et
Télécommunications chargé des Transports et des
Ressources Hydrauliques
Comla KADJE

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 27 août 1996

Gnassingbé EYADEMA

DECISION

COUR SUPREME DU TOGO

DECISION n° 1 du 30 juillet 1996 relative à la conformité à la Constitution de la loi organique du 13 juin 1996 portant composition, organisation et fonctionnement de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication.

La Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême, composée de :

Monsieur Emmanuel Kouami APEDO, Président de la Cour Suprême, Président ;

Messieurs Aboudou ASSOUMA et Mama-SANI ABOUDOU-SALAMI, Membres ;

Régulièrement saisie par lettres séparées du Président de la République et du Premier Ministre en date du 05 juillet 1996, lettres enregistrées au greffe de la Cour le même jour ;

Vu la Constitution, notamment en ses articles 104 et 154 ;

Considérant que la loi soumise à la Chambre pour examen est relative à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ;

Oui Monsieur Mama-Sani ABOUDOU-SALAMI en son rapport après en avoir délibéré ;

DECIDE :

Article premier — Est déclarée conforme à la Constitution, la loi organique du 13 juin 1996 portant composition, organisation et fonctionnement de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication.

Art. 2 — La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président de la République, à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale et publiée au Journal Officiel de la République.

DECISION n° 2 du 30 juillet 1996 relative à la conformité à la Constitution de la loi organique portant statut de la Magistrature

La Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême, composée de :

Monsieur Emmanuel Kouami APEDO, Président de la Cour Suprême, Président ;

Messieurs Aboudou ASSOUMA et Mama-Sani ABOUDOU-SALAMI, Membres ;

Régulièrement saisie par lettres séparées du Président de la République et du Premier Ministre en date du 24 Mai 1996, et au 04 juillet 1996 à l'effet d'examiner, et ce, conformément à l'article 104 de la Constitution de la République Togolaise du 14 octobre 1992, la conformité à ladite Constitution de la loi organique fixant statut de la magistrature adoptée le 14 mai 1996 par l'Assemblée Nationale,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 notamment en son article 104 ;

Vu la loi n° 81-4 du 30 mars 1981 relative à l'organisation et au fonctionnement de la Cour Suprême ;

Vu l'article 154 de la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le rapport de Monsieur APEDO désigné par ordonnance n° 25 en date du 08 juillet 1996 ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE :

Article premier — Est déclarée conforme à la Constitution de la République Togolaise, la loi organique fixant le statut des magistrats adoptée le 14 mai 1996 par l'Assemblée Nationale.